

D 514 PUEBLA: EVANGELISATION ET IDEOLOGIE (Extrait
du document final)

En continuation des documents DIAL D 508, 509, 510 et 512, nous donnons ici le chapitre du document final de la conférence de Puebla traitant de "Evangélisation, idéologies et politique". On retiendra essentiellement l'approche et la condamnation des idéologies inspirées du capitalisme libéral, du marxisme et de la doctrine de sécurité nationale. Cette dernière est spécifiquement latino-américaine (cf. DIAL D 298, 302 et 349).

Traduction faite sur le texte provisoire.

Note DIAL

2ème partie

LE DESSEIN DE DIEU SUR LA REALITE LATINO-AMERICAINE

Titre I - Le contenu de l'évangélisation

- chapitre 1 - La vérité sur Jésus-Christ sauveur que nous annonçons
- chap. 2 - Le peuple de Dieu, signe et service de communion
- chap. 3 - La dignité humaine

Titre II - Qu'est-ce qu'évangéliser?

- chapitre 1 - Dimension universelle et critères de l'évangélisation
- chap. 2 - Evangélisation et culture
- chap. 3 - Evangélisation et religiosité populaire
- chap. 4 - Evangélisation, libération et promotion humaine
- chap. 5 - Evangélisation, idéologies et politique

Chap. 5 EVANGELISATION, IDEOLOGIES ET POLITIQUE

Introduction

(379) On assiste, au cours des dernières années, à une détérioration continue du cadre politique des pays d'Amérique latine. Ceux-ci subissent le poids de crises institutionnelles et économiques; ils présentent des signes évidents de corruption et de violence.

La violence est provoquée et encouragée par l'injustice instituée en divers systèmes sociaux, politiques et économiques, ainsi que par les idéologies qui en font un moyen de conquête du pouvoir. La situation ainsi créée voit proliférer des régimes de force qui s'inspirent très souvent de l'idéologie de sécurité nationale.

Comme mère et maîtresse, comme experte en humanité, l'Eglise doit, à partir de l'évangile et de son enseignement social, opérer un discernement et porter un éclairage sur les situations, les systèmes, les idéologies et la vie politique du continent. Elle doit le faire même si elle sait qu'on cherchera à utiliser son message. C'est pourquoi elle projette

la lumière de sa parole sur la politique et les idéologies, comme un service supplémentaire rendu aux peuples latino-américains, en guide sûr pour tous ceux qui doivent d'une manière ou d'une autre assumer des responsabilités dans l'ordre social.

1- Evangelisation et politique

(380) La dimension politique, constitutive de l'homme, est un élément saillant de la vie collective. Elle revêt un aspect englobant car elle a pour finalité le bien commun de la société. Mais elle n'épuise pas pour autant la totalité des rapports sociaux.

La foi chrétienne ne mésestime pas l'action politique; au contraire elle la valorise et la tient en haute estime.

(381) 1-1. L'Eglise - prise au sens général, sans distinction du rôle qui revient à chacun de ses membres - estime qu'il est de son devoir et de son droit d'être présente dans cet aspect de la réalité: le christianisme doit en effet évangéliser la totalité de l'existence humaine, y compris sa dimension politique. Elle critique ceux qui prétendent réduire le lieu de la foi à la vie personnelle ou familiale, en excluant l'ordre professionnel, économique, social et politique, comme si le péché, l'amour, la prière et le pardon n'avaient rien à voir avec lui.

(382) La nécessité de cette présence de l'Eglise au politique relève du plus intime de la foi chrétienne, c'est-à-dire de la seigneurie du Christ qui s'étend à la vie dans sa totalité. Le Christ scelle la fraternité définitive de l'humanité dans laquelle chaque être humain vaut autant que l'autre: "Tous vous ne faites qu'un dans le Christ Jésus" (Gal. 3,28).

Il découle du message intégral du Christ une anthropologie et une théologie entièrement nouvelles qui englobent "la vie personnelle et sociale de l'homme" (E.N. 29). C'est un message qui libère car il sauve de l'esclavage du péché, lequel est la racine et la source de toute oppression, injustice et discrimination.

Telles sont les raisons de la présence de l'Eglise au domaine du politique, afin d'éclairer les consciences et de porter une parole apte à transformer la société.

(383) 1-2. L'Eglise reconnaît la légitime autonomie du temporel (G.S. 36), ce qui vaut pour les gouvernements, les partis, les syndicats et autres groupes agissant dans le domaine social et politique. La finalité que le Seigneur a assignée à son Eglise est d'ordre religieux; quand donc elle intervient en ce domaine, elle ne le fait au nom d'aucune finalité d'ordre politique, économique ou social. Il découle toutefois de son message religieux des fonctions, des lumières et des énergies servant à l'édification et au renforcement de la communauté humaine conformément à la loi de Dieu (G.S. 42).

Il convient aussi de discerner, dans le domaine de la politique, ce qui relève des laïcs et ce qui revient aux ministres de l'unité de l'Eglise, c'est-à-dire les évêques, les prêtres et les religieux.

2- Les concepts de politique et d'engagement politique

(384) Il faut distinguer deux concepts de politique et d'engagement politique.

- (385) 2-1. Il y a d'abord la politique au sens large et générique, qui vise à l'obtention du bien commun au plan national et international. Il lui appartient de préciser les valeurs fondamentales de toute communauté - la concorde interne et la sécurité externe - en conciliant l'égalité avec la liberté, l'autorité publique avec l'autonomie et la participation légitimes des individus et des groupes, la souveraineté nationale avec le bien commun international. Elle détermine également les moyens et les perspectives éthiques des rapports sociaux.
- Cette politique au sens large intéresse également l'Eglise et, par le fait même, ses pasteurs qui sont ministres de l'unité. Elle est une manière de rendre un culte au Dieu unique par la désacralisation du monde et, dans le même mouvement, sa consécration à Dieu (L.G. 34). L'Eglise contribue ainsi à promouvoir les valeurs qui doivent inspirer la politique en interprétant dans chaque nation les aspirations du peuple, en particulier les attentes de ceux que la société tend à mettre en marge. Elle le fait par le témoignage, l'enseignement et l'action pastorale sous toutes ses formes.
- (386) 2-2. En second lieu il y a la politique de parti, celle qui se rapporte à l'activité des groupes de citoyens se proposant de conquérir et d'exercer le pouvoir politique pour régler les questions économiques, politiques ou sociales conformément à leurs critères ou idéologies propres. Ces dernières, même si elles peuvent s'inspirer de la doctrine chrétienne, sont susceptibles d'aboutir à des conclusions différentes. Aucun parti politique, en effet, même s'il prétend puiser son inspiration dans la doctrine de l'Eglise, ne peut s'arroger la qualité de représentant de tous les fidèles puisque son programme concret n'a aucune valeur absolue pour tous (cf. Pie XI, L'Action catholique et la politique, 1937).
- (387) La politique de parti est le domaine propre des laïcs (G.S. 43). Il leur revient en tant que tels de constituer et d'organiser des partis politiques, avec l'idéologie et la stratégie appropriées de façon à parvenir à leurs fins légitimes.
- Le laïc trouve dans l'enseignement social de l'Eglise les critères nécessaires qui découlent de la vision chrétienne de l'homme. Pour sa part l'Eglise lui témoigne sa solidarité en l'aidant dans sa formation et sa vie spirituelle, en stimulant sa créativité de façon à ce qu'il fasse les choix les plus conformes au bien commun et aux besoins des plus faibles.
- (388) Les pasteurs, quant à eux, qui "doivent avoir le souci de l'unité", se dégageront au contraire de toute idéologie politique de parti propre à mettre en condition leurs critères et leurs comportements. Ils auront ainsi toute liberté d'évangéliser le politique, comme le Christ, à partir d'un évangile dépouillé de tout esprit partisan et de toute idéologie. L'évangile n'aurait pas eu un tel impact dans l'histoire si le Christ ne l'avait pas proclamé comme message religieux, en rejetant la tentation de mélanger "les choses de Dieu avec des attitudes purement politiques" (Jean Paul II, discours d'ouverture de la 3ème conférence générale). Les successeurs des apôtres doivent évidemment suivre le même chemin.
- (389) Les prêtres et les diacres, eux aussi ministres de l'unité, devront pratiquer le même renoncement personnel. S'ils militaient dans la politique de parti, ils courraient le risque de l'absolutiser et de la radicaliser par suite de leur vocation d'"hommes de l'absolu". "Dans certaines circonstances précises et exceptionnelles" il se peut que "le bien de la société exige" d'un prêtre qu'il assume une position de "militance dans un parti", ce qu'il pourra faire "sur consentement de l'évêque et après con-

sultation du conseil presbytéral et, si le cas l'exige, de la conférence épiscopale" (Synode de 1971, 64). Il est certain que la tendance actuelle de l'Eglise ne va pas dans ce sens.

(390) De par leur mode d'être à la suite du Christ et en raison de leur place spécifique dans la mission de l'Eglise suivant leurs charismes, les religieux coopèrent aussi à l'évangélisation du politique. Dans une société peu fraternelle qui est marquée par le consumérisme et dont le but ultime est l'expansion des forces productives, les religieux devront être les témoins d'une réelle austérité de vie, de la communion avec Dieu et d'une relation à Dieu intense. Ils devront donc, eux aussi, résister à la tentation de s'engager dans la politique de parti pour éviter de confondre les valeurs évangéliques avec une idéologie déterminée.

(391) Une réflexion attentive sur les paroles du Saint-Père de la part des évêques, des prêtres et des religieux, permettra de dégager des orientations précieuses en ce domaine: "L'âme qui vit habituellement en contact avec Dieu et qui se meut dans le rayonnement ardent de son amour, sait se défendre facilement de la tentation des particularismes et des oppositions qui font courir le risque de division douloureuses; elle sait interpréter justement, à la lumière de l'évangile, le choix en faveur des plus pauvres et de chacune des victimes de l'égoïsme humain, sans tomber dans des radicalisations socio-politiques qui finissent par montrer leur caractère inopportun, révéler leur inefficacité et engendrer de nouvelles difficultés; elle sait se faire proche des gens et s'insérer dans le peuple sans remettre en cause son identité religieuse et sans obscurcir l'originalité d'une vocation à suivre spécifiquement le Christ pauvre, chaste et obéissant. Un moment d'adoration vraie a plus de valeur et porte plus de fruit que l'activité la plus intense, même s'il s'agit d'une activité apostolique. C'est la "contestation" la plus urgente que les religieux doivent faire d'une société où l'efficacité est devenue l'idole sur l'autel de laquelle on va jusqu'à sacrifier la dignité humaine" (Jean Paul II aux supérieurs majeurs, 24/11/78).

(392) Les laïcs qui sont à la direction de l'action pastorale ne doivent pas user de leur autorité en fonction de partis ou d'idéologies.

3- Réflexion sur la violence politique

(393) Face à la situation déplorable de violence en Amérique latine, nous tenons à nous prononcer clairement. La torture physique et psychologique, les séquestrations, les poursuites contre les dissidents ou suspects politiques ainsi que leur exclusion de la vie publique pour leurs idées sont toujours condamnables. Si de tels crimes sont pratiqués par l'autorité chargée de veiller au bien commun, ils avilissent ceux qui les commettent, quelles que soient les raisons alléguées.

(394) Avec la même énergie l'Eglise repousse la violence du terrorisme et de la guérilla qui, lorsqu'elle se déclenche, est cruelle et incontrôlable. Le crime comme voie de la libération ne se justifie d'aucune manière. La violence engendre inexorablement de nouvelles formes d'oppression et d'esclavage, généralement plus graves que celles dont on prétend se libérer. Mais elle est surtout une atteinte à la vie, laquelle dépend uniquement du Créateur. Nous devons redire avec insistance que lorsqu'une idéologie fait appel à la violence elle reconnaît par là sa propre insuffisance et sa faiblesse.

"Nous ne pouvons pas ne pas louer ceux qui, renonçant à l'action violente pour la sauvegarde des droits, recourent à des moyens de défense qui,

par ailleurs, sont à la portée même des plus faibles, pourvu que cela puisse se faire sans nuire aux droits et aux devoirs des autres ou de la communauté" (G.S. 78). Il nous semble que cette orientation est en accord avec l'utilisation de moyens non violents pour rétablir la justice dans les rapports sociaux, politiques et économiques.

- (395) "Nous devons dire et répéter que la violence n'est ni chrétienne ni évangélique, et que les changements brusques et violents des structures sont trompeurs, inefficaces en eux-mêmes et certainement non conformes à la dignité du peuple" (Paul VI, discours de Bogota, 23/8/68). En effet "l'Eglise est consciente que les meilleures structures, les systèmes les mieux conçus deviennent vite inhumains si les pentes inhumaines du coeur de l'homme ne sont pas assainies, s'il n'y a pas une conversion du coeur et du regard de ceux qui vivent dans ces structures ou les commandent" (E.N. 36).

4- Evangélisation et idéologies

Discernement des idéologies en Amérique latine
et des systèmes qui s'en inspirent

- (396) 4-1. Dans la foulée des nombreuses définitions possibles, nous appelons ici idéologie toute conception présentant les différents aspects de la vie du point de vue d'un groupe déterminé de la société. L'idéologie traduit les aspirations de ce groupe; elle appelle à une certaine solidarité et à la combativité; elle fonde sa légitimité sur des valeurs spécifiques. Toute idéologie est partielle car aucun groupe particulier ne peut prétendre identifier ses aspirations avec celles de la société globale. Une idéologie sera donc légitime si les intérêts qu'elle défend le sont eux-mêmes et si elle respecte les droits fondamentaux des autres groupes de la nation. Positivement prises, les idéologies apparaissent comme nécessaires dans la tâche sociale, dans la mesure où elles sont des médiations pour l'action.
- (397) 4-2. Mais les idéologies tendent par elles-mêmes à absolutiser les intérêts qu'elles défendent, la vision qu'elles proposent et la stratégie qu'elles élaborent. Ce faisant, elles deviennent de véritables "religions séculières". Elles présentent le danger de s'y réfugier comme dans "une explication dernière et suffisante de tout et de se construire ainsi une nouvelle idole dont on accepte, parfois sans en prendre conscience, le caractère totalitaire et contraignant" (O.A. 28). Dans cette perspective il n'est pas étonnant que les idéologies cherchent à utiliser les personnes et les institutions pour parvenir plus efficacement à leurs fins. Par là apparaît le côté ambigu et négatif des idéologies.
- (398) 4-3. Les idéologies ne doivent pas être analysées du seul point de vue de leur contenu conceptuel. Bien au-delà de cet aspect, elles constituent un phénomène vital au dynamisme convaincant et contagieux. Elles véhiculent des valeurs ayant tendance à l'absolutisation et puissamment dotées de volonté de conquête et de signification rédemptrice. Cela leur confère une "mystique" particulière et les rend capables de pénétrer les divers milieux de façon très souvent irrésistible. Leurs slogans, leurs expressions typiques et leurs critères parviennent à imprégner facilement ceux-là mêmes qui se refusent volontiers à adhérer à leurs principes doctrinaux. C'est ainsi que nombre de personnes vivent et militent pratiquement dans le cadre d'idéologies précises sans même s'en rendre compte. Il s'agit là d'un autre aspect qui exige une révision et une vigilance constante.

Ceci s'applique autant aux idéologies qui légitiment la situation actuelle qu'à celles qui visent à la changer.

- (399) 4-4. Pour pratiquer le discernement nécessaire et porter un jugement critique sur les idéologies, les chrétiens doivent s'appuyer sur "le patrimoine riche et complexe qu'Evangelii Nuntiandi appelle la doctrine sociale de l'Eglise" (Jean Paul II, discours d'ouverture de la 3ème conférence générale). Cette doctrine ou enseignement social de l'Eglise exprime "ce qu'elle possède en propre: une vision globale de l'homme et de l'humanité" (P.P. 13). Elle se laisse interpellé et enrichir par les idéologies dans ce qu'elles ont de positif; elle les interpelle à son tour, les relativise et les critique.
- (400) 4-5. Ni l'évangile ni la doctrine ou enseignement social de l'Eglise qui en est issu ne sont des idéologies. Au contraire, ils représentent pour elles une source puissante de mise en question de leurs limites et de leurs ambiguïtés. L'originalité toujours neuve du message évangélique doit en permanence être clarifiée et défendue face aux tentatives de l'idéologisation.
- (401) 4-6. L'exaltation démesurée de l'Etat et ses abus ne peuvent toutefois faire oublier la nécessité des fonctions de l'Etat moderne respectueux des droits fondamentaux et des libertés essentielles; un Etat qui repose sur une large base de participation populaire mise en oeuvre par le biais de groupes intermédiaires; un Etat propulseur d'un développement autonome, accéléré et juste, capable d'affirmer l'être de la nation à l'encontre d'interférences ou de pressions indues, au plan tant national qu'international; un Etat capable de prendre une attitude de coopération active dans les efforts d'intégration continentale et de coordination internationale; un Etat, enfin, évitant l'abus d'un pouvoir monolithique concentré dans les mains d'une minorité.
- (402) 4-7. En Amérique latine il est nécessaire d'analyser plusieurs idéologies.
- (403) a) Le libéralisme capitaliste, idolâtrie de la richesse dans sa forme individuelle. Nous reconnaissons qu'il constitue une incitation à la capacité créatrice de la liberté humaine et qu'il a favorisé le progrès. Cependant il considère "le profit comme motif essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des biens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes" (P.P. 26). Les privilèges illégitimes résultant du droit absolu de propriété sont à l'origine de contrastes scandaleux comme d'une situation de dépendance et d'oppression au plan national et international. Bien que dans certains pays son expression historique originale se soit à l'évidence atténuée sous la poussée d'une nécessaire législation sociale et d'interventions ponctuelles de l'Etat, le capitalisme libéral persiste encore dans d'autres endroits ou même retourne à ses formes les plus primitives et les dénuées de sensibilité sociale.
- (404) b) Le collectivisme marxiste mène également, en raison de ses présupposés matérialistes, à une idolâtrie de la richesse, mais dans sa forme collective. Il est né comme critique positive du fétichisme de la marchandise et il a exalté le sens humain du travail. Mais il n'est pas par-

venu à aller jusqu'à la racine de cette idolâtrie qui consiste dans le refus du Dieu d'amour et de justice, le seul Dieu adorable.

(405) Le moteur de sa dialectique c'est la lutte des classes. Son objectif: une société sans classe réalisée grâce à la dictature du prolétariat qui, en définitive, établit une dictature de parti. Toutes ses expériences historiques concrètes ont eu lieu dans le cadre de régimes totalitaires fermés à toute possibilité de critique et de rectification. Certains pensent qu'il est possible de distinguer ou de séparer les divers aspects du marxisme, en particulier sa méthode d'analyse. Nous rappelons, avec le magistère pontifical, qu'il serait "illusoire et dangereux d'en arriver à oublier le lien intime qui les unit radicalement, d'accepter les éléments de l'analyse marxiste sans reconnaître leurs rapports avec l'idéologie, d'entrer dans la pratique de la lutte des classes et de son interprétation marxiste en négligeant de percevoir le type de société totalitaire et violente à laquelle conduit ce processus" (O.A. 34).

(406) Il faut noter ici le risque d'idéologisation couru par la réflexion théologique quand elle s'exerce à partir d'une praxis recourant à l'analyse marxiste. Les conséquences en sont la politisation totale de l'existence chrétienne, la dissolution du langage des sciences sociales et l'éviction de la dimension transcendantale du salut chrétien.

Ces deux idéologies signalées ici - le libéralisme capitaliste et le marxisme - trouvent leur inspiration dans des humanismes fermés à toute perspective de transcendance: l'une, en raison de son athéisme pratique; l'autre, par suite d'une profession systématique d'athéisme militant.

(407) c) Au cours des dernières années s'est affirmé dans notre continent ce qu'on appelle la "Doctrine de sécurité nationale" qui, en fait, est plus une idéologie qu'une doctrine. Elle se rattache à un modèle économique et politique déterminé, aux connotations élitaires et verticales, qui rejette la participation élargie du peuple aux décisions politiques. Elle prétend se justifier dans certains pays d'Amérique latine comme doctrine de défense de la civilisation occidentale et chrétienne. Elle met en oeuvre un système répressif en accord avec son concept de "guerre permanente". Dans certains cas elle laisse percer une volonté claire d'hégémonie géopolitique.

L'Eglise pense que des relations fraternelles supposent nécessairement un système de sécurité propre à garantir l'ordre social, de sorte que chacun puisse remplir sa mission par rapport au bien commun. Mais cela implique que les mesures de sécurité soient sous contrôle d'un pouvoir indépendant, capable de juger des violences faites à la loi et de garantir les mesures correctives nécessaires.

(408) La doctrine de sécurité nationale est en opposition avec la vision chrétienne de l'homme en tant que responsable de la réalisation d'un projet temporel, et avec celle de l'Etat en tant que gérant du bien commun. Elle impose au peuple la tutelle d'élites militaro-politiques et elle mène à une accentuation de l'inégalité dans la participation aux résultats du développement.

(409) 4-8. Dix ans après la 2ème conférence générale de Medellin, nous devons insister sur le fait que "le système libéral capitaliste et la tentation du système marxiste ont paru épuiser dans notre continent les possibilités de transformer les structures économiques. Ces deux systèmes attendent à la dignité de la personne humaine; l'un présuppose la primauté du capital,

son pouvoir et son utilisation discriminatoire en fonction du profit; l'autre, tout en se présentant idéologiquement comme humanisme, considère davantage l'homme collectif et se traduit dans la pratique par une concentration totalitaire du pouvoir d'Etat. C'est notre devoir de dénoncer que l'Amérique latine soit ainsi enserrée entre ces deux choix et qu'elle reste dépendante de l'un ou l'autre des centres de pouvoir qui contrôlent son économie" (Medellin, Justice, 10).

(410) Face à cette réalité, l'Eglise entend rester libre par rapport à des systèmes opposés et faire uniquement un choix en faveur de l'homme. Quelles que soient les misères ou les souffrances qui affectent l'homme, ce ne sera pas par la violence, les jeux de pouvoir ou les systèmes politiques que l'humanité trouvera la voie d'un avenir meilleur, mais bien par la vérité sur l'homme (cf. Jean Paul II, discours inaugural de la 3ème conférence générale). Dans la perspective de cet humanisme les chrétiens agiront avec détermination pour dépasser l'alternative tenace et pour contribuer à l'édification d'une civilisation nouvelle, juste, fraternelle et ouverte à la transcendance. Ce faisant, ils témoigneront que les espérances eschatologiques portent les espoirs humains et leur donnent un sens.

(411) 4-9. Pour cette action audacieuse et créatrice, le chrétien affirmera son identité sur la base des valeurs originales de l'anthropologie chrétienne. L'Eglise "n'a pas besoin de recourir à des systèmes et des idéologies pour aimer, défendre l'homme et collaborer à sa libération: au centre du message dont elle est le dépositaire et le héraut, elle trouve l'inspiration voulue pour agir en faveur de la fraternité, de la justice, de la paix, et contre toutes les dominations, esclavages, discriminations, violences, atteintes à la liberté religieuse, agressions contre l'homme et tout ce qui attente à la vie" (Jean Paul II, discours inaugural de la 3ème conférence générale).

Fondé sur les éléments d'une véritable anthropologie chrétienne, le témoignage des chrétiens est indispensable pour l'élaboration de projets historiques conformes aux besoins de chaque époque et de chaque culture.

(412) 4-10. L'engagement des chrétiens appelle une attention spéciale et un discernement particulier quand il se fait dans des mouvements historiques nés d'idéologies dont ils se distinguent par ailleurs. Selon la doctrine de Pacem in Terris (n° 55) reprise dans Octogesima Adveniens, on ne peut confondre des théories philosophiques fausses avec les mouvements historiques qui en sont nés, dans la mesure où ces mouvements historiques peuvent connaître une évolution postérieure. L'engagement des chrétiens dans ces mouvements suppose de leur part certaines exigences de fidélité propres à faciliter le travail d'évangélisation:

a) un discernement ecclésial, en communion avec leurs pasteurs, conformément à Octogesima Adveniens (n° 4);

b) un renforcement de leur identité, au contact des vérités de la foi et de leurs expressions dans la doctrine ou enseignement social de l'Eglise, avec le support d'une vie sacramentelle et d'une forte vie de prière;

c) une conscience critique des difficultés, des limites, des possibilités et des valeurs de telles convergences.

5- Les risques d'utilisation de l'Eglise et de l'action de ses membres

(413) En proposant une vision totalisante de l'homme qui englobe tout, et jusqu'à la pensée humaine, les idéologies et les partis cherchent à utiliser l'Eglise ou à la priver de son indépendance légitime. L'instrumentalisation de l'Eglise peut être le fait des chrétiens eux-mêmes, y com-

pris des prêtres et des religieux, quand ils annoncent un évangile sans implications économiques, sociales, culturelles ou politiques; une telle mutilation équivaut pratiquement à une certaine complicité - même si elle est inconsciente - avec l'ordre établi.

(414) Pour d'autres groupes, au contraire, la tentation consiste à privilégier une politique déterminée en la considérant comme l'urgence première, comme la condition préalable à l'accomplissement de la mission de l'Eglise. C'est l'identification du message chrétien à une idéologie et son assujettissement à celle-ci, avec l'invitation à une "relecture" de l'évangile à partir d'un choix politique (cf. Jean Paul II, discours inaugural de la 3ème conférence générale). En fait, il faut lire le politique à partir de l'évangile et non le contraire.

(415) L'intégrisme traditionnel espère le Royaume d'un retour en arrière dans l'histoire, avec la restauration d'une chrétienté de type médiéval: une alliance étroite entre pouvoir civil et pouvoir ecclésiastique.

La radicalisation des groupes opposés les fait tomber dans le même piège quand ils attendent le Royaume d'une alliance stratégique de l'Eglise avec le marxisme (*), à l'exclusion de toute autre alternative (pour eux il ne s'agit pas seulement d'être marxiste, mais d'être marxiste au nom de la foi).

Conclusion

(416) Face aux conflits qui constituent une menace pour le genre humain et le continent latino-américain, face aux violations de la justice et de la liberté, face à l'injustice institutionnelle de régimes qui s'inspirent d'idéologies opposées, et face à la violence terroriste, la mission de l'Eglise est immense et plus que jamais nécessaire. Pour la remplir, tous ses membres sont invités à l'action: pasteurs, prêtres, religieux, laïcs, chacun conformément à sa mission propre. Les uns et les autres, unis au Christ dans la prière et l'abnégation, doivent s'engager, sans haine et sans violence mais jusqu'aux ultimes conséquences, dans l'édification d'une société juste, libre et pacifique, ce qui est le désir ardent des peuples d'Amérique latine et le fruit obligé d'une évangélisation libératrice.

(*) Allusion aux déclarations célèbres de Fidel Castro sur ce thème. Cf. DIAL D425 (NdT)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F (par voie normale)
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249

ISSN: 0399-6441